

# Une communication pour le développement, à l'ère des TIC

par KIYINDOU Alain « [alain.kiyindou@urs.u-strasbg.fr](mailto:alain.kiyindou@urs.u-strasbg.fr) »  
CERIME - Université de Strasbourg

Le terme communication pour le développement a été utilisé pour la première fois par Nora Québral, pour désigner l'emploi des moyens de communication dans le but d'améliorer les conditions de vie et de travail des populations. La recherche du changement social ou plus précisément l'accompagnement du processus de développement a longtemps intéressé les chercheurs en sciences sociales et particulièrement ceux de notre discipline. L'observation du champ de recherche en sciences sociales fait ainsi émerger, des travaux sur la communication et le développement, deux grands courants de pensée. Le premier considère que l'information n'est pas une panacée (Freire 1974), le second affirme, au contraire, qu'elle est la clé du développement (Lerner 1967, Rogers 1962). Dans le cadre de la « société de l'information », il nous semble important, de voir dans quelle mesure ces principaux courants influencent le discours sur les technologies de l'information et de la communication ? Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), forum international des technologies de l'information et de la communication centré sur les besoins de l'homme semble être un terrain d'observation intéressant. Il a placé au centre de ses débats le lien entre technologies de l'information et de la communication et développement. Les différents documents officiels du SMSI constituent un corpus qui, analysé à la lumière des rapports de l'ACCT (Agence de coopération culturelle technique), de l'UNRISD (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social) ou de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) sur les technologies plus anciennes (radio rurale, télévision éducative...) permettent de dégager des similitudes.

*Mots-clés* : Communication et développement, société de l'information, changement social, sommet mondial sur la société de l'information

The term communication for development was used for the first time by Nora Québral, to indicate the job of means of communication with the intention of ameliorating the working and living conditions of populations. The World summit on the society of information (SMSI), centered on the needs of the man seems to be an interesting ground of observation. It put link in the centre of its debates between technologies of information and communication and development.

*Keywords* : communication and development, information society, social change, worl summit of information society

Depuis la formulation théorique de la communication pour le développement et son opérationnalisation au sortir de la deuxième guerre mondiale, peu de chercheurs en sciences de l'information et de la communication ont essayé d'évaluer ou d'analyser le rôle de la communication dans ce processus qui vise à faire reculer ce qu'il est convenu d'appeler le sous-développement. Le terme communication pour le développement a été utilisé pour la première fois par Nora Québral<sup>[1]</sup>, pour désigner l'emploi des moyens de communication dans le but d'améliorer les conditions de vie et de travail des populations. Cette acception est aussi celle d'Everett Rogers<sup>[2]</sup> quand il définit la communication pour le développement comme l'utilisation de la communication dans une perspective de développement socio-économique, c'est-à-dire la diffusion d'informations et d'innovations qui

permettraient au public d'avoir accès à l'éducation et à de meilleures conditions de vie. On peut aussi définir la communication pour le développement, comme un processus d'échange d'informations, de connaissances et d'expériences devant contribuer à résoudre un problème de développement ou à améliorer la qualité du développement humain d'un groupe cible spécifique.

L'observation du champ de recherche en sciences sociales fait ainsi émerger, des travaux sur la communication et le développement, deux grands courants de pensée. Le premier considère que l'information n'est pas une panacée (Freire 1974), le second affirme, au contraire, qu'elle est la clé du développement (Lerner 1967, Rogers 1962). Dans le cadre de la « société de l'information », il nous semble important, de voir dans quelle mesure ces principaux courants influencent le discours sur les technologies de l'information et de la communication.

Le colloque organisé à Douala en 2005, se proposait de faire le bilan de 60 ans de communication pour le développement, passant ainsi en revue, les expériences de radio rurale, de télévision éducative, de vidéo communautaire...

Plusieurs facteurs importants ont ainsi été mis en exergue à savoir la participation réelle des populations concernées à la définition des objectifs, la prise en compte des aspects culturels, économiques et sociaux dans les choix effectués, le rôle du contexte international et la mobilisation des solidarités internationales, diasporiques ou pas dans l'appui au processus de développement.

Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), forum international des technologies de l'information et de la communication centré sur les besoins de l'homme semble être un terrain d'observation intéressant. Il a placé au centre de ses débats le lien entre technologies de l'information et de la communication et développement. Sa *Déclaration de principes* précise (alinéa 2) que : « L'enjeu consiste pour nous à tirer parti des possibilités qu'offrent les technologies de l'information et de la communication (TIC) en faveur des objectifs de développement énoncés dans la *Déclaration du Millénaire* »<sup>[3]</sup>. Il s'agit donc, en l'occurrence de mettre les technologies au service de la réduction de la pauvreté, de la mortalité infantile et maternelle, de la lutte contre le paludisme, le VIH-sida...

Le SMSI permet donc de voir comment le discours des sciences sociales entre en consonance ou en dissonance avec celui des sciences « dures » et particulièrement des ingénieurs qui ont été aux premières loges de ce sommet. L'organisation a, en effet, été confiée à l'Union internationale des télécommunications.

Les différents documents officiels du SMSI constituent donc un corpus qui, analysé à la lumière des rapports de l'ACCT (Agence de coopération culturelle technique), de l'UNRISD (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social) ou de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) sur les technologies plus anciennes (radio rurale, télévision éducative...) permettent de dégager des similitudes. Il y a, au-delà du renouveau conceptuel, réapparition des deux principaux courants de pensée. Les discours semblent nouveaux, mais le soubassement théorique reste le même. Bien entendu, il ne s'agit pas de deux blocs figés, l'analyse des transactions faisant parfois apparaître des contaminations. Derrière un raisonnement « critique » se cachent souvent des stéréotypes ou des croyances relatives à notre rapport à la technique et relayées par des mots valises, prêts à l'emploi, mais idéologiquement chargés. L'impression qui s'en dégage et qui est bien entendu à vérifier, est que les discours s'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication sont plus empreintes à des accentuations voire à des anticipations que ceux relevant des systèmes de communication socialisés. En effet, bien avant les technologies de l'information et de la communication, l'appui de la communication au processus de développement a eu pour objet la communication orale par le biais des proverbes, chants, contes et jeux de rôles avec la mise en place d'un dispositif particulier appelé le théâtre pour le développement.

## **Le développement comme critère d'évaluation du sommet**

Le développement est un axe central du SMSI. A titre d'exemple, l'analyse des quatre documents principaux du SMSI à savoir la *Déclaration des principes*<sup>[4]</sup>, le *Plan d'action*<sup>[5]</sup>, l'*Agenda de Tunis pour la société de l'information*<sup>[6]</sup> et l'*Engagement de Tunis*<sup>[7]</sup>, fait ressortir que le développement est le mot le plus utilisé après celui de technologie, d'information, de société, de communication. Le mot apparaît 328 fois, c'est-à-dire 139 fois à Genève et 189 fois à Tunis, le record étant atteint par l'engagement de Tunis qui à lui seul, totalise 148 occurrences.

Au delà de cet état comble, la question du développement a cristallisé les passions, aussi bien à Genève qu'à Tunis. La proposition faite par le représentant du Bangladesh, au sujet des coûts d'accès pour les pays les moins avancés par exemple, a entraîné un lever de bouclier mémorable avec, pour conséquence, une suspension de séance lors du PrepCom 3 de la phase de Tunis. Le Bangladesh a proposé que soit indiqué, dans le *Document politique*, la nécessité de bonnes pratiques en matière de transfert de technologies dans les pays en développement. Référons-nous également à la question du Fonds de solidarité numérique (FSN) qui, comme on le sait, a été le principal point d'achoppement de la phase de Genève. A la base du FSN se trouve le souci d'assurer le développement personnel (développement physique, mental et intellectuel, possibilité d'accéder à l'éducation, à la santé et à l'emploi), le développement communautaire (contribuer à la justice économique et sociale, garantir les droits de l'homme et les libertés fondamentales), le développement des patrimoines (patrimoines de l'humanité, diversité culturelle).

## Approche conceptuelle du développement dans le cadre du SMSI

Le développement, dont il est question, aussi bien dans les textes que dans les débats, est une notion floue. Il s'agit à la fois de développement des technologies, de la société de l'information, des entreprises du secteur de l'information, des hommes et des communautés. L'analyse du contexte d'utilisation du terme, dans les documents cités, montre une forte corrélation avec les TIC, puisqu'il s'agit de subordonner le développement aux extraordinaires possibilités qu'offrent ces outils.

*L'Engagement de Tunis* propose d'utiliser le potentiel des TIC pour atteindre les buts et les objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement (ODM) [8]. Le développement est donc la conséquence de l'usage des TIC, mais il est compris en référence aux ODM. Il s'agit de réduire l'extrême pauvreté et la faim, d'assurer l'éducation primaire pour tous, de promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes, de réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans, d'améliorer la santé maternelle, de combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, d'assurer un environnement durable, de mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

## Les outils de la dernière chance

Les TIC laissent espérer des perspectives meilleures. Ces espoirs se fondent, essentiellement, sur les possibilités techniques de ce que certains appellent les outils de la dernière chance. Le fondement en est que la communication est un processus social qui peut susciter des changements dans les connaissances, les attitudes et les comportements des individus ou des groupes. La littérature à ce sujet attribue de nombreuses vertus aux TIC.

Pour le NEPAD, « les TIC peuvent contribuer de manière significative à la valorisation des ressources humaines, au renforcement de la bonne gouvernance et au développement des secteurs économiques (production, services et commerce) dans les pays en voie de développement » [9].

Pour le PNUD, « les TIC fournissent aux pays en développement une occasion sans précédent d'atteindre beaucoup plus efficacement qu'avant des objectifs de développement vitaux, par exemple en matière de réduction de la pauvreté, de soin de santé de base ou d'éducation » [10].

Pour le SMSI, « les TIC permettent à chacun d'entre nous, en tout point du monde, d'accéder quasi instantanément à l'information et au savoir dont les particuliers, les organisations et les communautés devraient pouvoir bénéficier » [11]...

En résumé, elles peuvent avoir une influence positive sur le développement.

Si les différentes affirmations découlent, en partie, de représentations utopiques de la société de l'information perçue comme une forme idéale de société à construire, reste que derrière cette forme idéale, plusieurs idéologies apparaissent. Parmi elles, une idéologie de la communication ou d'opulence communicationnelle [12] (au sens d'Abraham Moles [13]) et, plus pernicieux, une idéologie de marché que l'on retrouve d'ailleurs dans ces propos d'Al Gore :

« Nous avons aujourd'hui à portée de mains les moyens techniques et économiques de rassembler toutes les communautés du monde [...]. Chaque lien que nous créons renforce ceux de la liberté et de

*la démocratie dans le monde entier ; en ouvrant les marchés, nous ouvrons des voies de communication ; en ouvrant les voies de communication, nous ouvrons les esprits [...] je vois un nouvel âge de la démocratie se forger... »* <sup>[14]</sup>

Ces propos font ressortir un certain nombre de mythes comme celui du décloisonnement des frontières, de liberté généralisée, d'égalité d'accès à la connaissance<sup>[15]</sup>. Mais ce qui est frappant ici, c'est ce cheminement que l'auteur souligne à savoir l'ouverture des marchés qui ouvrirait les voies de communication, les voies de communication qui ouvriraient les esprits. Se trouve subordonnée ici l'ouverture des esprits à l'ouverture des marchés. Paul Lévy va d'ailleurs plus loin en annonçant que la multiplication des liens libres entre les individus via le web poserait les bases d'un mouvement irréversible d'unification intellectuelle, culturelle et spirituelle de l'humanité, débouchant sur l'avènement d'une société transnationale dotée d'un gouvernement mondial démocratique. Et « *de même que sur le plan physiologique, notre cerveau s'élargit, de la multiplication des liens entre les neurones, les connexions entre les hommes produites par le web, et leur complexité croissante, feraient surgir, par delà les frontières naturelles et culturelles de jadis, une « intelligence collective », et une conscience supérieure de l'unité humaine* ».

A cela s'ajoute, une croyance entretenue notamment par le PNUD (rapport 1991) et l'UIT à savoir l'accroissement du potentiel productif qui ressort d'ailleurs dans la notion de *leapfrogging* fondée sur le fait que la diffusion des TIC permettrait d'accélérer le processus de développement en aidant les pays à brûler les étapes. A ce propos d'ailleurs, Yoshio Utsumi, Secrétaire générale de l'UIT, explique : « *... si nous devons attendre que tous les pays passent par les mêmes étapes, je crains fort que les pays en développement n'arrivent jamais à combler l'écart qui les sépare des pays développés. Or, précisément grâce aux TIC, ces pays peuvent brûler les étapes du développement...* » <sup>[16]</sup>.

Ceci est en flagrante contradiction avec le paradoxe de Solow qui attire notre attention sur le fait qu'à un fort taux de croissance de l'investissement en TIC, ne correspond pas un taux de croissance de la productivité globale<sup>[17]</sup>.

Ce fantasme repose sur la vie sans effort que les gens continuent à associer à l'automation et donc à la technologie. La logique veut que nous pensions uniquement à la mise en place des techniques, puisqu'il n'y a aucun doute là dessus, la technique se substituera à nous pour rendre notre monde meilleur, pour suppléer à l'imperfection de l'homme suivant la logique de Norbert Wiener. Mais comment réaliser le développement si nous ne nous accordons pas au préalable sur le développement voulu ?

La croissance, le progrès, la modernité à tout prix, serait-il le modèle à suivre ?

Les travaux sur la communication pour le développement, essentiellement orientés vers la diffusion du modernisme n'ont que très rarement pris en compte la diversité des développements. En effet, une des raisons de l'échec du développement est son caractère exogène. En se basant uniquement sur des critères économiques, le développement ignore les qualités de l'existence, les qualités de solidarité, les qualités du milieu, les richesses humaines non calculables et non monnayables. Pourtant, chaque société a une conception différente de la « *bonne vie* ». Le *Swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions de vie de tous) est le modèle prôné par Gandhi, le *Bamtaare* (être bien ensemble) est celui en vigueur chez les Toucouleurs, le *Kimuntu* (développement personnel) est celui des Bantous. En effet, certains peuples imaginent la bonne vie en associant, par exemple, la richesse matérielle non pas à son accumulation, mais à sa redistribution à l'intérieur d'une famille. Chez les Bantous, par exemple, l'accent est mis sur le développement personnel et la richesse spirituelle. L'essence de l'homme, le *Kimuntu*, c'est de vivre en harmonie avec soi, avec les autres, avec la nature qui nous entoure. La félicité suprême, la seule forme de bonheur est pour le Bantou, la possession de la plus grande puissance vitale ; « *la pire adversité et en vérité le seul aspect du malheur est pour lui la diminution de cette puissance* » <sup>[18]</sup>.

Il est donc évident que notre discipline, en quête d'identité, n'a pas suffisamment souligné les limites des dispositifs médiatiques souvent utilisés. Elle n'a pas su donner du sens à la persistance des inquiétudes des populations sur les modèles de développement, les dérives technologiques, les questions éthiques, de gouvernance, de liberté, de fraternité...

Ces défis qui révèlent la question de l'acceptabilité sociale des innovations préconisées en contexte de développement exige des chercheurs en SIC une posture réflexive et critique. En effet, « *on ne peut promouvoir le changement sans prendre en compte les valeurs culturelles religieuses et*

*traditionnelles de la société concernée. C'est en pleine conscience de ses propres valeurs que l'individu s'engage à prendre en charge son développement* ». La communication pour le développement ne peut se faire sans prendre en compte des préoccupations éthiques fondées sur le principe de l'autonomie c'est-à-dire l'aptitude de chacun à se construire lui-même. L'autonomie c'est aussi le droit de se déconnecter, de protéger sa vie privée, de vivre son propre développement. Mais la question la plus importante ici, est celle de la responsabilité sociale. Cette responsabilité concerne avant tout les conséquences de nos actes, de leurs conséquences sur les générations à venir...

La communication pour le développement, dans le cadre de la société de l'information, est à approcher au regard des expériences antérieures. L'une des approches qui se prêtent bien à l'analyse et à la compréhension des pratiques de développement via les technologies de l'information et de la communication est celle de la mobilisation sociale entendue comme un processus par lequel les membres d'une communauté prennent conscience de l'existence d'un problème, en viennent à considérer la résolution de ce problème comme une priorité pour la communauté et décide des actions à entreprendre pour le résoudre. De nombreux sites communautaires permettent aujourd'hui de jouer ce rôle. L'information, l'Education et la Communication (IEC) s'inscrit incontestablement dans cette approche. Elle utilise de manière planifiée et intégrée les techniques et ressources de l'information, de l'éducation et de la communication pour faciliter, au niveau d'un individu ou d'un groupe, l'adoption, le changement ou la consolidation des comportements favorables au bien être individuel ou collectif. S'inspirant des techniques anciennes comme la lettre vidéo, le supermarché... des techniques inédites comme le *radiosurf* permettent de mettre en œuvre cette IEC.

## Références bibliographiques

Lafrance Jean Paul, Laulan Anne-Marie, Rico de Sotelo Carmen (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, PUQ, 2006.

Bessette Guy, *Communication et participation communautaire*, Presses de l'Université de Laval, Laval, 2004.

Bonjawo Jacques, *Internet, une chance pour l'Afrique*, Karthala, Paris, 2002.

Brunet Patrick J., Tiemtoré Oumarou, Vettraino-Soulard Marie-Claude, *Les enjeux éthiques d'Internet en Afrique de l'Ouest, Vers un modèle éthique d'intégration*, l'Harmattan, Paris, 2002.

Castells Manuel, *Information, technology, globalization and social development*, UNRISD, Genève, 1999

Chéneau-Loquay Annie (dir.), *Enjeux des technologies de la communication en Afrique, Du téléphone à Internet*, Karthala – Regards, Paris, 2000.FAO, *La communication pour le développement*, rapport final de l'atelier régional de Niamey, FAO, Genève, 2002.

Freire Paulo, *La pédagogie des opprimés*, Maspero, Paris, 1974

Kiyindou Alain, Mathien Michel, *La liberté d'expression face à l'évolution économique libérale*, Bruylant, 2007.

Lerner Daniel, *Communication and change in the Developing countries*, University of Hawaii press, Honolulu, 1967.

Rogers Everett, *Communication and development, Critical perspectives-communication and development : the passing of the dominant paradigm*, Sage Publication, Beverly Hills, 1976.

Tudesq André-Jean, *Les médias en Afrique*, Éditions Ellipses, Paris, 1999.Université de Douala, 1945-2005 : 60 ans de communication pour le développement, politiques, approches, acteurs, stratégies, pratiques, bilan et perspectives, Actes du colloque, Université de Douala – Cameroun, Douala, 2005.

Wilbur Schramm, *L'information et le développement national*, Unesco, Paris, 1966.

---

[1] Nora Quebral cité par Guy Bessette, *Communication et participation communautaire*, Presses de l'Université de Laval, Laval, 2004.

[2] Everett Rogers, *Communication and Development, Critical perspectives-communication and Development : the passing of the dominant paradigm*, Sage Publication, Beverly Hills, 1976.

[3] SMSI, *Construire la société de l'information : un défi mondial pour le nouveau millénaire, Déclaration de principes*, SMSI, Genève, 2003, p.1.

[4] SMSI, *Construire la société de l'information : un défi mondial pour le nouveau millénaire, Déclaration de principes*, SMSI, Genève, 2003.

[5] SMSI, *Plan d'action*, SMSI, Genève, 2003.

[6] SMI, *Agenda de Tunis pour la société de l'information*, SMSI, Tunis, 2005.

[7] SMI, *Engagement de Tunis*, SMSI, Tunis, 2005.

[8] Ces derniers sont des buts globaux que les dirigeants du monde entier ont fixés lors du Sommet du Millénaire en septembre 2000 à New York. Les États membres des Nations unies sont, à cet effet, convenus de huit objectifs essentiels à atteindre d'ici à 2015.

[9] <http://www.nepad.org/2005/fr/inbrief.php>

[10] PNUD, *Briefing kit*, PNUD-Congo, Brazaville, 2001, p.23.

[11] SMSI, *Plan d'action*, SMSI, Genève, 2003, p.5.

[12] Le projet social de l'opulence communicationnel signifiant que n'importe qui, n'importe où, peut entrer en relation avec n'importe quel autre être, n'importe quand, sans autre condition que de donner son temps. L'être disposant de l'opulence communicationnelle est donc, doté de plus de facilités de communication qu'il n'en utilisera ou qu'il aura envie d'utiliser, nous explique Abrahams Moles.

[13] Abraham Moles, *Théorie structurale de la communication et société*, Masson, Paris, 1986,.

[14] Conférence d'Al Gore à l'UIT (Buenos Aires), le 21 mars 1994.

[15] Cette idée de libération apparaît également dans le *Rapport Mac Bride* quand il déclare : « la communication vise à libérer l'humanité du besoin et de la peur en l'unissant dans un sentiment de commune appartenance et dans un même élan de solidarité ».

[16] Yoshio Utsumi, « L'après-Tunis : ce que nous attendons » in *Nouvelles de l'UIT*, UIT, novembre 2005, p.5.

[17] En 1987, Robert Solow, économiste américain, fit remarquer que l'introduction massive des ordinateurs, contrairement aux attentes, ne se traduisait pas par une augmentation statistique de la productivité.

[18] Placide Tempels, *La philosophie Bantoue*, Lovania, Élisabethville, 1945, p. 29.